

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert-Rochereau
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY

Zone industrielle de Port Jérôme
76170 Lillebonne

Références : 20250523_VI_EPR_Emulseurs_PFAS_POI
Code AIOT : 0005800420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY implanté ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) sont une large famille de plus de 4 000 composés chimiques. Elles présentent de nombreuses propriétés (antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs) qui ont encouragé leur fabrication puis leur utilisation par de multiples secteurs industriels depuis les années 1950. Les substances PFAS sont des molécules très persistantes, largement répandues dans l'environnement et représentent un enjeu de santé publique.

Compte tenu de l'usage important et très émissif des substances PFAS dans les mousses anti-incendie, une action nationale est déployée en 2025. Elle vise à améliorer la connaissance de l'utilisation de ces mousses et à contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certaines substances PFAS dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement 2019/1021 concernant les

polluants organiques persistants (POP) et du règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). Elle vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir en application de ces mêmes règlements.

Un courrier présentant les restrictions et les interdictions des émulseurs contenant des PFAS et les actions à mener lors de leur remplacement a été transmis à l'entreprise ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY par la DREAL Normandie le 25 avril 2025, en amont de la visite d'inspection du 23 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY
- ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR) exploite une installation de traitement de déchets comprenant des unités de traitement physico-chimique, de traitement biologique, de centrifugation et d'évapo-incinération.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en place et mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 8.1 et arrêté ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande d'action corrective	5 mois
2	Stocks d'émulseurs sur site	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 8.16	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Tests de fonctionnement des nouveaux émulseurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
4	Nettoyage des équipements contenant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des émulseurs fluorés			
7	Interdiction du PFOS et du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Incinération des émulseurs fluorés	Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article du titre 4	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 23 mai 2025, l'exploitant était en cours de transition pour substituer des émulseurs contenant des substances PFAS par des émulseurs sans substances PFAS.

Des incohérences ont été constatées entre les éléments présents dans le plan d'urgence interne (POI) et les moyens incendie effectivement présents sur le terrain. Des éléments sont à transmettre :

- sous un mois, sur les quantités d'émulseurs qui doivent être disponibles au niveau de chaque équipement de défense incendie ;
- sous trois mois, les résultats des tests du fonctionnement des moyens incendie en mousse ;
- sous cinq mois, la mise à jour du plan d'opération interne (POI).

Concernant l'utilisation d'émulseurs fluorés, l'exploitant n'a pas pu fournir la liste des substances PFAS présentes dans l'émulseur fluoré encore utilisé sur le site le jour de la visite. Si un émulseur fluoré est encore utilisé par l'exploitant à la date de réception du présent rapport, l'exploitant transmet, dans un délai de trois mois, la liste des substances PFAS contenues dans cet émulseur et leurs concentrations respectives. Dans un délai de cinq mois, l'exploitant transmet également les résultats d'analyse en substances PFAS dans les eaux en sortie de l'ensemble des équipements de lutte incendie ayant été concernés par une transition d'émulseurs fluorés à non fluorés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place et mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 8.1 et arrêté ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : <u>Article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 13/01/2003 :</u> L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. <u>Article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 :</u> Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : La dernière version du plan d'urgence interne (POI) est en date du 16 octobre 2024. Elle avait été transmise à l'administration. Le POI indique que des émulseurs de la marque "BIOEX type filmopol" sont utilisés sur le site. Cet émulseur contient des substances PFAS. Le site de la société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY est donc visé par l'action nationale sur la présence de PFAS dans les émulseurs. L'exploitant possède actuellement sept réserves d'émulseur de fûts de 200 L et une réserve en cubitainer de 1 000 L partiellement remplie. Les sept fûts contiennent des émulseurs non fluorés. Le cubitainer est une réserve d'émulseurs fluorés. L'ensemble des réserves a été vu sur le site lors de l'inspection du 23 mai 2025. Les incohérences suivantes entre les constats de terrain et les informations présentes dans le POI ont été relevées : <ul style="list-style-type: none">- le POI indique que le site dispose de six canons orientables avec une réserve d'émulseur de 1 000

<p>litres. Or l'exploitant a actuellement sept canons orientables avec des réserves d'émulseur de 200 litres au pied de chaque canon (des justificatifs concernant la diminution de la quantité d'émulseur sont demandés au point de constat n° 2) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le POI indique que la fosse à hydrocarbures est équipée de trois déversoirs de mousse anti-incendie. Or la fosse n'est composée plus que de deux bassins : seuls deux déversoirs sont dorénavant présents ; - le POI indique que le réservoir 2S017 dispose de protection spécifique. Or l'exploitant a indiqué que cet équipement ne contient plus de produit nécessitant une protection spécifique ; - le POI indique qu'un canon à mousse mobile et sa réserve d'émulseur sont présents sur le site. Or ce canon est au sein du site de la société voisine COMPAGNIE FRANÇAISE ECO HUILE ; - le POI indique que cinq poteaux incendie sont présents dans la partie exploitation du site. Or seulement quatre poteaux ont été vus lors de la visite d'inspection.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de cinq mois à partir de la transmission du rapport d'inspection, l'exploitant met en cohérence son POI avec les éléments effectivement présents sur le terrain, tout en intégrant les éléments concernant la transition des émulseurs fluorés à non fluorés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 2 : Stocks d'émulseurs sur site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 8.16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stocks d'émulseurs et les moyens d'application de mousse et d'eau de refroidissement sont conformes aux recommandations de l'instruction technique du 9 novembre 1989.</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour que le matériel de lutte contre l'incendie soit utilisable en toutes circonstances et notamment en période de gel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose actuellement sur le site de sept réserves de 200 L d'émulseurs et d'une réserve dans un cubitainer de 1 000 litres partiellement rempli. Sept de ces réserves sont associées à des canons orientables. La dernière réserve est connectée aux deux déversoirs à mousse de la fosse à hydrocarbures. L'exploitant a commencé la transition de ces émulseurs fluorés à non fluorés début 2025. Parmi les huit réserves d'émulseurs, sept ont été remplacées par des émulseurs sans PFAS. Il reste une réserve d'émulseurs avec PFAS associée à un canon orientable. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il avait prévu de finaliser la transition de cet émulseur à un émulseur sans PFAS dans les prochains mois. Tous les émulseurs sont remplacés par l'émulseur « Foam Master 3F 33 », sans PFAS. Cet émulseur est présent dans la liste des émulseurs qualifiés comme particulièrement performants par le GESIP. L'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité (FDS) de cet émulseur.</p> <p>Pour autant, l'exploitant qui disposait initialement de réserves de 1 000 L d'émulseurs par canon (comme indiqué dans son POI) dispose dorénavant de réserves de 200 L d'émulseurs. L'instruction</p>

technique du 9 novembre 1989 indique que « *la réserve en émulseur sera disponible en conteneurs de 1 000 litres minimum dont les emplacements devront être étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens. Les capacités en fûts de 200 litres devront être remplacées dès que possible.* ». L'exploitant ne possède actuellement pas de réserves de 1 000 litres à chaque emplacement : il ne suit donc plus les recommandations de l'instruction technique du 9 novembre 1989 relative aux anciens dépôts de liquides inflammables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois à partir de la transmission du rapport d'inspection, l'exploitant justifie qu'il suit les recommandations de l'instruction technique du 9 novembre 1989.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Tests de fonctionnement des nouveaux émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Transition des émulseurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir contacté un fournisseur d'émulseurs ayant répondu que l'émulseur choisi était le plus adapté vis-à-vis des installations de défense incendie actuelles de l'exploitant. Un test a été réalisé en amont sur l'un des canons de l'exploitant avec l'émulseur proposé. Le fournisseur a utilisé un bidon contenant de l'émulseur Foam Master 3F 33. L'exploitant indique qu'une vérification visuelle a permis de constater que la mousse sortant du canon était satisfaisante.

Certains exploitants d'autres sites industriels ont d'ores et déjà réalisé la transition d'émulseurs fluorés à non fluorés. Il est constaté que les émulseurs sans PFAS sont généralement plus visqueux que les émulseurs avec PFAS. Le changement de viscosité d'un émulseur peut donc avoir un impact sur les réglages des proportionneurs et donc sur l'efficacité des moyens d'application de défense incendie. Au regard des premiers retours d'expérience, il est recommandé à la société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY de réaliser des tests de fonctionnement avec le nouvel émulseur afin de s'assurer de l'efficacité des moyens incendie, comprenant une vérification de la

concentration en émulseur dans la solution moussante.

Le fournisseur d'émulseur a indiqué à l'exploitant que la viscosité de l'émulseur était comparable à la viscosité de l'émulseur fluoré précédemment utilisé. La viscosité de l'émulseur est une donnée non-disponible via la FDS de l'émulseur Foam Master 3F 33 fournie par l'exploitant. La vérification visuelle effectuée par l'exploitant n'est donc pas suffisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de confirmer l'efficacité des moyens d'application de défense incendie, il est demandé à l'exploitant, dans un délai de trois mois à partir de la transmission du rapport d'inspection, d'effectuer des tests sur les moyens de défense incendie du site comprenant une vérification de la concentration en émulseurs dans la solution moussante et de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Nettoyage des équipements contenant des émulseurs fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Transition des émulseurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :[...]

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; [...]
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Avant la réalisation de la transition des émulseurs fluorés à non fluorés sur six réserves d'émulseurs associées aux canons orientables, l'exploitant a indiqué avoir fait passer 1 000 litres d'eau dans chaque canon afin de les nettoyer.

Depuis ces nettoyages, l'exploitant a eu des informations complémentaires de la part de l'administration et d'autres industriels réalisant leur transition d'émulseurs fluorés à non fluorés, notamment sur le niveau de nettoyage recommandé des équipements. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a proposé de compléter les nettoyages initiaux en remplaçant les flexibles ayant contenu des émulseurs fluorés par des flexibles récents et en réalisant des analyses en substances PFAS sur les eaux en sortie de canon.

Un canon orientable avait encore une réserve d'émulseur fluoré le 23 mai 2025. L'exploitant a indiqué réaliser une commande rapidement pour avoir le même type d'émulseur non fluoré sur

l'ensemble du site. Un nettoyage est également attendu pour ce canon.
Les réserves d'émulseurs étaient sur des rétentions disponibles le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de cinq mois à partir de la transmission du rapport d'inspection, l'exploitant transmet les résultats d'analyse en substances PFAS sur les eaux en sortie de l'ensemble des équipements de lutte incendie ayant été concernés par une transition d'émulseurs fluorés à non fluorés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Incinération des émulseurs fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article du titre 4
Thème(s) : Risques chroniques, Transition des émulseurs
Prescription contrôlée : 1) Les déchets doivent être incinérés dans des conditions garantissant l'efficacité de la destruction.[...] 3) Les vapeurs à incinérer sont portées, d'une façon contrôlée et homogène, et même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, à une température de 850 °C au minimum, obtenue sur la paroi intérieure de la chambre de combustion ou à proximité de cette paroi, pendant au moins deux secondes, en présence d'au moins 6 % d'oxygène. Cette température doit être mesurée en continu.[...]
Constats : L'exploitant a indiqué avoir incinéré dans son installation d'incinération de déchets dangereux une partie des émulseurs fluorés anciennement utilisés et les eaux de rinçage issues des nettoyages présentés au point de constat précédent. Lors de la visite, trois cubitainers, partiellement remplis, étaient stockés sur une zone étanche, en attente d'incinération. Pour rappel, cette installation est soumise à l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets. Les premières analyses de substances PFAS dans les rejets atmosphériques seront réalisées d'ici le 31 octobre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Transition des émulseurs
Prescription contrôlée :

<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser une formation annuelle pour chaque opérateur, intégrant notamment l'aspect défense incendie. La prochaine formation aura lieu en septembre ou en octobre 2025. La transition des émulseurs a seulement impliqué le changement des réserves disponibles. Le stockage ne se fait plus en cubitainers, mais en fûts de 200 L. Aucun changement vis-à-vis des moyens d'intervention en cas d'accident n'a été identifié pour le moment. Aucune période d'indisponibilité des équipements n'a eu lieu lors de la transition des émulseurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est recommandé à l'exploitant d'intégrer à la formation sur le déploiement des moyens incendie prévue d'ici la fin de l'année 2025, les modifications liées à la transition des émulseurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Interdiction du PFOS et du PFHxS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3 du règlement 2019/1021 :</u></p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p><u>Annexe I du règlement 2019/1021 :</u></p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>

<p>Constats :</p> <p>La substance PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique) et la substance PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) sont deux substances appartenant à la famille des PFAS dont l'utilisation est dorénavant interdite conformément aux dispositions du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants. Le jour de la visite, l'exploitant disposait d'un cubitainer de moins de 1 000 litres d'émulseurs fluorés sur son site. Le reste des stockages d'émulseurs a été remplacé par des émulseurs non fluorés. L'exploitant n'a pas pu fournir la liste des substances PFAS présentes dans l'émulseur fluoré encore utilisé sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si des émulseurs fluorés sont encore utilisés par l'exploitant, l'exploitant transmet, dans un délai de trois mois à compter de la réception du présent rapport, la liste des PFAS ainsi que leurs concentrations respectives contenus dans les émulseurs encore utilisés. Ces renseignements peuvent être récupérés auprès du fournisseur ou par la réalisation d'une analyse, idéalement avec la méthode TOP Assay (<i>Total Oxidizable Precursor Assay</i>) qui doit porter sur la liste annexée au courrier concernant les restrictions et les interdictions des émulseurs contenant des substances PFAS et les actions à mener lors de leur remplacement (courrier transmis par la DREAL Normandie le 25 avril 2025).</p> <p>Pour rappel, si l'exploitant découvre que des substances PFOS et / ou PFHxS sont présentes dans ses émulseurs, tout en continuant à les utiliser, des suites administratives pourront être proposées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange ; c) un article ; <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et

<p>des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;
<p>Constats :</p> <p>La substance PFCA C9-C14 est une substance appartenant à la famille des PFAS dont l'utilisation est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 dans les mousses anti-incendie, conformément aux dispositions du règlement européen n° 1907/2006 dit REACH. Le jour de la visite, l'exploitant disposait d'un cubitainer de moins de 1 000 litres d'émulseurs fluorés sur son site. Le reste des réserves d'émulseurs a été remplacé par des émulseurs non fluorés. L'exploitant n'a pas pu fournir la liste des substances PFAS présentes dans l'émulseur fluoré encore utilisé sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si des émulseurs fluorés sont encore utilisés par l'exploitant, l'exploitant transmet, dans un délai de trois mois à partir de la transmission du présent rapport, la liste des substances PFAS et leurs concentrations respectives contenues dans les émulseurs encore utilisés sur le site.</p> <p>Si l'exploitant découvre que la substance PFCA C9-C14 est présente dans ses émulseurs à une concentration supérieure au seuil de restriction, dans l'attente de la substitution, il justifie que ses émulseurs ne sont pas utilisés pour les essais et la formation et qu'en cas d'utilisation pour une autre raison, il sera capable de contenir l'ensemble des rejets sur son site.</p> <p>Pour rappel, si l'exploitant découvre que la substance PFCA C9-C14 est présente dans ses émulseurs tout en continuant à les utiliser après le 4 juillet 2025, des suites administratives pourront être proposées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p>

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

La substance PFOA (acide perfluoro-octanoïque) est une substance appartenant à la famille des PFAS dont l'utilisation est autorisée jusqu'au 3 décembre 2025 dans les mousses anti-incendie, conformément aux dispositions du règlement européen n° 2019/1021 relatif aux polluants organiques persistants (POP). Le jour de la visite, l'exploitant disposait d'un cubitainer de moins de 1 000 litres d'émulseurs fluorés sur son site. Le reste des stockages d'émulseurs a été remplacé par des émulseurs non fluorés. L'exploitant n'a pas pu fournir la liste des substances PFAS présentes dans l'émulseur fluoré encore utilisé sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Si des émulseurs fluorés sont encore utilisés par l'exploitant, l'exploitant transmet, dans un délai de trois mois à partir de la réception du présent rapport, la liste des PFAS et leurs concentrations respectives contenus dans les émulseurs encore utilisés sur le site. Si l'exploitant découvre que la substance PFOA est présente dans ses émulseurs, à une concentration supérieure au seuil de restriction :

- il doit fournir un plan de substitution des émulseurs (y compris le nettoyage des systèmes) et l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage (incluant, le cas échéant, leur stockage temporaire sur site) à mettre en œuvre avant le 3 décembre 2025 ;
- dans l'attente de la substitution, il justifie que ses émulseurs ne sont pas utilisés pour les essais et la formation et qu'en cas d'utilisation pour une autre raison, il sera capable de contenir l'ensemble des rejets sur son site.

Si l'exploitant découvre que la substance PFOA est présente dans ses émulseurs, tout en continuant à les utiliser après le 3 décembre 2025, des suites administratives pourront être proposées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard de l'article 5 du règlement européen POP, si l'exploitant détient sur son site plus de 50 kg d'émulseurs contenant la substance PFOA, une notification doit être réalisée auprès de la Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère en charge de l'environnement. Le jour de la visite, l'exploitant disposait d'un cubitainer de moins de 1 000 litres d'émulseurs fluorés sur son site. Le reste des réserves d'émulseurs a été remplacé par des émulseurs non fluorés. L'exploitant n'a pas pu fournir la liste des substances PFAS présentes dans l'émulseur fluoré encore utilisé sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de trois mois à partir de la transmission du rapport d'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit l'exploitant constate qu'il détient plus de 50 kg d'émulseurs contenant la substance PFOA (même s'ils sont entreposés et en attente de traitement en tant que déchet) et le notifie auprès de la DGPR dans les conditions décrites dans le courrier transmis par la DREAL Normandie en date du 25 avril 2025 sur les restrictions / interdictions des émulseurs contenant des substances PFAS et les actions à mener lors de leur remplacement ; - soit l'exploitant apporte la justification que les émulseurs (et les déchets d'émulseurs) détenus sur site ne contiennent pas de PFOA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 79 de l'annexe XVII du

règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans : a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues ; [...]
Constats : La substance PFHxA (acide perfluorohexanoïque) est une substance appartenant à la famille des substances PFAS dont l'utilisation est autorisée jusqu'au 10 avril 2026 dans les mousses anti-incendie, conformément aux dispositions du règlement 1907/2006 REACH. Le jour de la visite, l'exploitant disposait d'un cubitainer de moins de 1 000 litres d'émulseurs fluorés sur son site. Le reste des réserves d'émulseurs a été remplacé par des émulseurs non fluorés. L'exploitant n'a pas pu fournir la liste des substances PFAS présentes dans l'émulseur fluoré encore utilisé sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Si des émulseurs fluorés sont encore utilisés par l'exploitant, l'exploitant transmet, dans un délai de trois mois à partir de la réception du rapport d'inspection, la liste des substances PFAS et leurs concentrations respectives contenues dans les émulseurs encore utilisés sur le site. Si l'exploitant découvre que la substance PFHxA est présente dans ses émulseurs à une concentration supérieure au seuil de restriction, sans prévoir leur substitution, il fournit une preuve que les émulseurs ne sont pas destinés à l'entraînement et aux essais (à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie qui sont autorisés si toutes les émissions sont contenues).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois